

CECILE MAISONNEUVE

Directeur du centre Energie, Ifri

Les économies peuvent-elles être performantes avec des coûts de l'énergie élevés ? Comment concilier compétitivité et lutte contre le changement climatique ? L'atelier « Énergie et Environnement » de la WPC 2013 s'est penché plus particulièrement sur la compétitivité, abordant les conséquences des coûts de l'énergie sur les performances économiques.

En fait, la révolution nord-américaine dite du « gaz de schiste » remet en question les deux principes qui, jusqu'à très récemment, étaient considérés comme relevant de la sagesse conventionnelle : la pénurie inexorable des ressources d'hydrocarbures ; et la hausse des prix de l'énergie partout dans le monde. Mais ces deux principes se sont révélés faux : le monde a certes dû faire face à des prix du pétrole élevés ces dernières années, mais nous observons des différences de prix régionales pour le gaz et l'électricité, avec des prix bas aux États-Unis et des prix plus élevés en Europe et en Asie.

Cet écart de prix pourrait perdurer. L'Amérique du Nord devrait bénéficier de prix du gaz bas pendant au moins une décennie, si ce n'est plus. L'atelier a soulevé la question de l'économie des hydrocarbures non conventionnels aux États-Unis et au Canada. L'Amérique du Nord a déjà enregistré une énorme baisse des coûts de production, et des améliorations continues – technologiques, logistiques et économiques – sont à prévoir. Cette baisse des prix du gaz s'étendra-t-elle au-delà de l'Amérique du Nord ? Si les nouvelles sources d'approvisionnement en GNL accélèrent le mouvement vers un marché mondial du gaz plus interconnecté, il ne faut pas s'attendre à un prix unique mondial du gaz avant au moins deux décennies.

Ce phénomène durable aura des conséquences structurelles, notamment sur les industries énergivores, dont les coûts énergétiques peuvent représenter jusqu'à 70-80 % de leurs coûts totaux de production, par exemple dans les secteurs de la pétrochimie ou des fertilisants. A long terme, cela signifie que, dans les échanges internationaux, certains pays (pays européens ou Japon) perdront des parts de marché, tandis que d'autres (la Chine, les pays du Moyen Orient, l'Inde, les États-Unis) tireront profit de cet écart de prix.

En termes de compétitivité, il convient de s'interroger sur l'évolution des prix du pétrole dans un contexte où l'axiome de la rareté des ressources laisse place à celui de l'abondance des ressources. Étant donné que la révolution du gaz s'étend aux marchés pétroliers, elle a des conséquences sur les producteurs pétroliers traditionnels, en particulier les pays de l'OPEP. Outre la production des États-Unis, le Canada, l'Iraq, le Venezuela, le Brésil, l'Angola et le Kazakhstan pourraient représenter dix millions de barils par jour – sans parler de l'Iran, si la situation diplomatique venait à évoluer. Par ailleurs, nombre de pays producteurs de pétrole traditionnels sont confrontés à une hausse des prix d'équilibre budgétaire du baril de pétrole, autour de 100 USD le baril, en raison des aspirations croissantes de leur population locale en matière de développement social et économique. D'importants mouvements géopolitiques pourraient donc venir perturber le marché. A long terme toutefois, l'OPEP continuera à occuper une place centrale sur les marchés pétroliers, en particulier l'Arabie Saoudite qui joue depuis longtemps un rôle unique de producteur de bouclage. A cet égard, l'absence de signaux de prix positifs envoyés par les économies moroses du monde entier suscite des inquiétudes compte tenu de la nécessité d'investir dans des capacités supplémentaires. Le contrecoup en termes de prix du pétrole pourrait se faire fortement ressentir après 2020.

La question de la compétitivité et de l'énergie doit être examinée au regard de la nécessité vitale de lutter contre le changement climatique. Quelles peuvent être les solutions réunissant les critères de prix, de faisabilité et de durabilité ?

L'atelier a d'abord mis l'accent sur la nécessité de politiques énergétiques et environnementales adéquates qui définissent clairement le partage des responsabilités. Les entreprises doivent savoir avec précision ce qu'elles peuvent faire et ne peuvent pas faire. Les décideurs politiques doivent conduire des réformes du marché efficaces permettant d'envoyer les bons signaux de prix ; les marchés du gaz dans la région Asie-Pacifique ont été mentionnés plus haut. Des mécanismes de prix du carbone convaincants ou des politiques durables de subvention restent à mettre en œuvre en Europe, aux États-Unis ou au Japon. Un débat a eu lieu sur la définition exacte des subventions dans le secteur de l'énergie, notamment pour les combustibles fossiles. L'absence de toute fiscalité ou une fiscalité allégée est-elle considérée comme une subvention ? Dans les pays où les coûts de production du pétrole sont bas, et les prix aussi, le mot « subvention » est-il approprié ? Une définition en termes de coût d'opportunité a été suggérée.

L'atelier s'est penché sur les coûts et les prix réels, lesquels peuvent représenter une solution alternative. La question des coûts réels de l'énergie solaire a été mise en avant. Concernant les coûts des technologies photovoltaïques, on ne peut que constater que les coûts de production ont considérablement baissé. Si le photovoltaïque génère de l'électricité à un coût d'environ 100€/MWh et si on ajoute la distribution, le constat est clair : c'est cher. Si on ajoute un système de stockage au photovoltaïque, le coût du système peut atteindre 350€/MWh. Contrairement aux technologies photovoltaïques, l'énergie solaire concentrée avec capacité de stockage est distribuable et peut être utilisée partiellement ou totalement comme énergie de base, et elle ne souffre pas des problèmes de saturation auxquels le photovoltaïque est confronté. L'exemple de l'énergie solaire nous invite à examiner les coûts en termes de système d'énergie et non à travers une approche cloisonnée comparant les technologies énergétiques une à une sans prendre en compte les coûts d'intégration.

L'atelier a également abordé la question de la gouvernance concernant les négociations sur le changement climatique. Une approche à plusieurs niveaux a été proposée afin de mettre sur la table des solutions efficaces. La nécessité d'accorder plus d'attention et de moyens financiers à la recherche et au développement de nouvelles technologies a également été soulignée. Certains fonds actuellement dédiés aux subventions seraient mieux utilisés par exemple dans la recherche sur la capture et le stockage du carbone, l'amélioration du taux de récupération dans le secteur pétrolier et gazier, ou dans le stockage de l'électricité.

Quelle que soit la combinaison de solutions à mettre en œuvre, le facteur temps est essentiel pour bien gérer la transition énergétique. Il y a 30 ans, le bouquet énergétique mondial était composé à 82 % de combustibles fossiles ; ce chiffre n'a pas bougé à ce jour et diminuera légèrement en 2035, passant à 75 %. Il n'y aura de véritable révolution que si nous parvenons à un bouquet énergétique vraiment différent. Atteindre un tel objectif demande à la fois de la proactivité et de la patience, ainsi qu'une évaluation honnête des investissements réalisés et des résultats en termes de lutte contre le changement climatique. Cet objectif ne sera atteint que si l'énergie et l'environnement sont considérés comme allant de pair.